

Madame, Monsieur,

Dans le cadre de la présente consultation, la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Gironde vous prie de bien vouloir lui transmettre votre meilleure offre pour la prestation suivante :

Soutien Psychologique auprès des Contrôleurs AT-MP de la CPAM de la Gironde

POUVOIR ADJUDICATEUR

**Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Gironde
Place de l'Europe – 33085 Bordeaux**

Le pouvoir adjudicateur est représenté par :

M. le Directeur Philippe Claussin

Date et heure limite de remise des offres :

Vendredi 14 février 2025 à 12H00

**Marché n°38_2024PS
Marché à procédure adaptée – MAPA**

SOMMAIRE

_Toc188255697

I.	ELEMENT GENERAUX PROPRES AUX ASPECTS CONTRACTUELS.....	5
Article 1	ACHETEUR PUBLIC	5
1.1	Dénomination de l'organisme contractant.....	5
Article 2	OBJET DU MARCHÉ	5
Article 3	CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DU MARCHÉ	5
3.1	Forme du marché.....	5
3.2	Nature du marché	5
3.3	Allotissement.....	6
3.4	Montant de l'accord-cadre	6
3.5	Désignation de la procédure de passation	6
3.6	Nomenclature CPV	6
3.7	Durée et délai d'exécution du marché	6
3.8	Lieux d'exécution du marché	6
Article 4	DESCRIPTION DE LA PRESTATION	6
4.1	Contexte	6
4.2	Objectifs	7
4.3	Contenu et Méthode de la prestation attendue	7
4.4	Variantes et prestations supplémentaires éventuelles.....	8
Article 5	PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	8
5.1	Pièces constitutives de la lettre de consultation	8
5.2	Modalités d'obtention du dossier	9
5.3	Date limite de dépôt des questions et date limite de modification de la lettre de consultation par le pouvoir adjudicateur	9
Article 6	LE PRIX	9
6.1	Forme des prix.....	9
6.2	Contenu des prix	9
II.	PRESENTATION DES DOSSIERS DES CANDIDATURES ET DES OFFRES.....	10
Article 7	FORME DES CANDIDATURES	10
7.1	Liberté de la forme des candidatures.....	10
Article 8	RENSEIGNEMENTS ET DOCUMENTS A FOURNIR AU TITRE DE LA CANDIDATURE	10
8.1	Examen des candidatures	12
Article 9	RENSEIGNEMENTS A FOURNIR AU TITRE DE L'OFFRE	12
Article 10	MODALITES DE REMISE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	12
10.1	Remise des plis.....	12
10.2	Copie de sauvegarde.....	13
10.3	Gestion des hors délais	13

Article 11	MODALITES D'APPRECIATION DES CANDIDATURES.....	14
11.1	Critères d'appréciation des candidatures	14
Article 12	MODALITES D'APPRECIATION DES OFFRES	14
12.1	Critères d'attribution et examen des offres	14
Article 13	NEGOCIATION	15
Article 14	DELAIS DE VALIDITE DES OFFRES	17
Article 15	PENALITES	17
15.1	Cumul des pénalités	17
Article 16	MODALITES DE SUIVI DU MARCHE	18
16.1	Représentation des parties.....	18
16.2	Reporting et réunions de suivi.....	18
Article 17	MODALITES DE REGLEMENT	18
17.1	Modalités de facturation.....	18
17.2	Délais de règlement et intérêts moratoires	19
Article 18	MODALITES D'EMISSION DES BONS DE COMMANDE	20
18.1	Emission et durées des bons de commandes	20
Article 19	CERTIFICATS	20
Article 20	RESPONSABILITE ET ASSURANCE	21
Article 21	CONFIDENTIALITE	21
Article 22	RESILIATION	22
Article 23	LITIGES ET JURIDICTIONS COMPETENTES	23
Article 24	DISPOSITIONS RELATIVES AU RGPD	23
Article 25	DEROGATIONS AU C.C.A.G. – F.C.S.	24
Article 26	ACTE D'ENGAGEMENT	25
26.1	Identification et engagement du titulaire ou du groupement titulaire :.....	25
26.2	Nature du groupement et, en cas de groupement conjoint, répartition des prestations.....	25
26.3	Compte (s) à créditer	26
26.4	Signature du marché ou de l'accord-cadre par le titulaire individuel :.....	26
26.5	Signature du marché ou de l'accord-cadre en cas de groupement :.....	26
Article 27	DECISION DU POUVOIR ADJUDICATEUR	28

PREAMBULE AYANT VALEUR REGLEMENTAIRE

Sous réserve des règles d'ordre public dont il ne fait, parfois, que reprendre les termes, la présente lettre de consultation a pour objet de définir les règles particulières applicables à la passation du présent marché que doivent respecter les candidats pour présenter leur candidature et leur offre.

Le non-respect des prescriptions obligatoires entraînera selon les cas le rejet de la candidature ou de l'offre.

La présente lettre de consultation ne dispense pas les candidats de prendre connaissance des réglementations en vigueur, notamment du code de la commande publique pour établir leur candidature et leur offre.

I. ELEMENT GENERAUX PROPRES AUX ASPECTS CONTRACTUELS

Article 1 ACHETEUR PUBLIC

1.1 Dénomination de l'organisme contractant

1.1.1 Nom et adresse de l'acheteur

Organisme	Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Gironde
Pouvoir adjudicateur	Monsieur Philippe CLAUSSIN Directeur
Adresse	Place de l'Europe
Code postal	33085
Localité	Bordeaux cedex
Pays	France
Courriel	achat-marche.cpam-gironde@assurance-maladie.fr
Adresse profil acheteur	https://www.marches-publics.gouv.fr

1.1.2 Type d'acheteur

La Caisse Primaire d'Assurance Maladie est un organisme privé gérant un service public, il s'agit d'un organisme de sécurité sociale soumis à l'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation des marchés des organismes de Sécurité sociale ainsi qu'au code de la commande publique.

Article 2 OBJET DU MARCHÉ

La présente consultation a pour objet la mise en place d'une prestation de soutien psychologique pour onze salariés de la CPAM de la Gironde, exerçant un métier à forte charge émotionnelle, afin de leur permettre de pouvoir échanger, et de réagir au mieux face à des situations de risques psycho-sociaux rencontrées.

Article 3 CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DU MARCHÉ

3.1 Forme du marché

Le présent marché est un marché mixte :

- Ordinaire pour la séance collective ;
- A bons de commande pour la prestation d'assistance téléphonique.

3.2 Nature du marché

Il s'agit d'un marché de service au sens de l'article L. 1111-4 du code de la commande publique.

La prestation de soutien psychologique attendue prendra la forme de :

- Demi-journée de prestation (séance collective) ;

- Assistance téléphonique (séance individuelle – séance de 30 minutes minimum).

3.3 Allotissement

En application de l'article L.2113-10 du code de la commande publique, le présent marché n'est pas alloti.

3.4 Montant de l'accord-cadre

Le montant maximal du marché s'élève à 28 000 TTC pour la durée globale du marché.

3.5 Désignation de la procédure de passation

La présente consultation est passée selon une procédure adaptée, en application de l'article R 2123-1 du code de la commande publique.

3.6 Nomenclature CPV

La classification principale conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

	Catégorie	Désignation
Objet principal	85121270-6	Services prestés par les psychiatres ou les psychologues

3.7 Durée et délai d'exécution du marché

Le marché est passé pour une durée d'un (1) an à compter de sa notification.

A l'initiative de l'organisme il pourra être renouvelé par période d'un an, trois (3) fois par reconduction tacite pour une durée d'un (1) an à chaque fois, sans que sa durée globale ne puisse excéder 4 ans.

En cas de non-reconduction du marché, les deux parties demeurent liées jusqu'à l'achèvement des obligations contractées pendant la période de validité du marché.

En cas de non reconduction, la décision sera notifiée par le pouvoir adjudicateur au Titulaire par lettre recommandée électronique avec accusé de réception, deux (2) mois avant l'expiration de la période considérée.

Il pourra être résilié dans les conditions mentionnées à l'article 22 de la présente lettre de consultation.

Le titulaire ne pourra pas refuser la reconduction conformément aux dispositions de l'article R 2112-4 du code de la commande publique.

La séance collective sera mensuelle avec une date à fixer conjointement avec le Responsable de service AT/MP dès la réunion de démarrage du marché pour la première année d'exécution.

3.8 Lieux d'exécution du marché

Les prestations objet du présent marché, seront exécutées dans les locaux du site de la CPAM de la Gironde ou en visioconférence.

Article 4 DESCRIPTION DE LA PRESTATION

4.1 Contexte

Acteur majeur de la protection sociale, l'Assurance Maladie permet aux assurés sociaux d'accéder aux prestations liées aux situations de maladie, maternité, invalidité, décès, accident du travail, maladie professionnelle. Ses publics sont à la fois, les assurés, les professionnels de santé et les employeurs.

Les enquêteurs AT/MP (Accidents du travail/Maladies professionnelles) ont pour mission la reconnaissance du caractère professionnel d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle (accord ou rejet).

Il s'agit de la reconnaissance de la matérialité des faits qui justifient l'accès ou la régularisation des prestations liées aux Accidents du Travail ou Maladies Professionnelles (AT/MP).

A ce titre, ils sont amenés à conduire des enquêtes (par téléphone ou en se déplaçant au domicile de l'assuré) auprès des différents publics et à analyser la cohérence des informations recueillies puis à formaliser, dans un rapport, les conclusions obtenues.

Dans une conjoncture professionnelle tendue, les enquêteurs AT/MP rencontrent de plus en plus d'assurés en situation potentielle de risque psycho-social. Ils sont amenés à écouter, à questionner, au travers du recueil d'informations, les assurés en souffrance au travail.

De plus, dans un contexte d'accroissement des demandes de reconnaissance en maladie professionnelle de situations qui peuvent revêtir un caractère psycho-social, les enquêteurs expriment la volonté d'être accompagnés par un professionnel leur permettant d'évacuer la charge émotionnelle liée à ces situations, dans une logique de prévention des risques psycho-sociaux que peuvent générer ces situations pour eux.

Dans une logique de prévention, la CPAM de la Gironde souhaite accompagner les enquêteurs AT/MP à travers un dispositif d'écoute et d'échanges sur les problématiques rencontrées dans leur travail.

4.2 Objectifs

Permettre aux onze (11) enquêteurs AT/MP de :

- Etre écoutés face à des situations difficiles rencontrées, de verbaliser ces situations ;
- Partager ensemble et d'échanger sur les expériences rencontrées ;
- Avoir des clés de compréhension face à des questions à dimension psycho-sociale ;
- Disposer de clés et outils pour appréhender ces situations.

4.3 Contenu et Méthode de la prestation attendue

- Séances collectives :

Le contenu et la méthode des séances doivent être proposés par le prestataire, à raison d'une demi-journée par mois durant l'année soit un total de 12 séances par an (04h00 par séance).

Chaque séance mensuelle sera organisée comme suit :

- Pour 10-11 enquêteurs AT/MP de la CPAM (séance collective)
- Durée minimum de la séance : 04 heures
- Présentiel ou à distance (à définir par la CPAM de la Gironde selon contexte et besoin du service).

- Séances individuelles :

Une prestation d'assistance individuelle pourra être réalisée soit par téléphone, soit en visio-conférence, à la demande du salarié, en tant que de besoin.

Chaque séance individuelle sera organisée comme suit :

- Chaque collaborateur peut solliciter une assistance, à sa demande, selon le mode défini avec le prestataire
- Durée minimum de la séance : 30 minutes
- Assistance par téléphone ou visioconférence

Le prestataire devra impérativement être un(e) psychologue ayant mené plusieurs interventions dans le domaine des

risques psycho-sociaux, de préférence, un(e) psychologue du travail.

Le prestataire devra présenter dans son offre le déroulement d'une séance en visioconférence ou en présentiel. A ce titre il pourra détailler les supports utilisés (matériel ou dématérialisés).

Important :

L'opérateur économique devra mettre à la disposition de l'organisme un psychologue référent et s'engagera à fournir un psychologue remplaçant en cas d'absence ou d'indisponibilité du référent.

Madame/Monsieur _____¹ est le consultant référent désigné par l'opérateur économique habilité à prendre et à transmettre les informations et décisions nécessaires à la bonne exécution des prestations.

4.4 Variantes et prestations supplémentaires éventuelles

Aucune variante n'est autorisée. Aucune prestation supplémentaire éventuelle n'est prévue.

Article 5 PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

5.1 Pièces constitutives de la lettre de consultation

Les documents de la consultation sont constitués de l'ensemble des documents et informations préparées par le pouvoir adjudicateur pour définir l'objet, les caractéristiques et les conditions d'exécution du marché.

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS le présent contrat est constitué des documents contractuels énumérés ci-dessous, prévalent selon l'ordre de priorité suivant :

5.1.1 Pièces particulières

- La présente lettre de consultation valant Acte d'Engagement (AE), Bordereau de Prix (BP), Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et Cahier des Clauses Techniques Particulières (CTP) ;
- L'annexe n°1 à la présente lettre de consultation, l'Acte Contractuel de Confidentialité (ACC)
- Le Livret de Sécurité du Prestataire
- La Charte Informatique de l'Assurance Maladie

5.1.2 Pièces générales

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services (CCAG-FCS), issu de l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- Le code de la commande publique ;
- L'arrêté du 19 Juillet 2018 portant réglementation sur les marchés des organismes de sécurité sociale

Les candidats déclarent connaître parfaitement ces documents bien qu'ils ne soient pas joints à la publicité.

En cas de contradiction entre les clauses des différents documents contractuels du marché, la clause à retenir est celle figurant sur le document de priorité supérieure. L'original de chacun de ces documents, conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur, fait seul foi.

¹ A compléter par le titulaire

Il est précisé que les données nominatives collectées par les différents formulaires sont destinées à la CPAM de la Gironde. Le candidat est donc réputé avoir été informé que la CPAM de la Gironde est responsable du traitement des données ainsi collectées. Il doit donc exercer son droit d'accès, de modification et de suppression directement auprès des services compétents de la CPAM de la Gironde.

5.2 Modalités d'obtention du dossier

Les documents du DCE sont disponibles gratuitement en accès direct non restreint et complet en les téléchargeant depuis le site : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Afin de pouvoir bénéficier de toutes les informations complémentaires diffusées lors du déroulement de la procédure, en particulier les éventuelles précisions ou modifications apportées au Dossier de Consultation des Entreprises, les candidats devront s'inscrire sur la plateforme. Pour cela, ils doivent renseigner leur nom (raison sociale...), une adresse électronique valide ainsi que le nom d'un correspondant.

Afin de pouvoir lire les documents mis à disposition par la CPAM de la Gironde, les soumissionnaires devront disposer des logiciels permettant de lire les formats suivants :

- ✓ Adobe[®] Acrobat[®] (.pdf)
- ✓ Word (.doc) ; Excel (.xls)
- ✓ Fichiers compressés au format Zip (.zip)

5.3 Date limite de dépôt des questions et date limite de modification de la lettre de consultation par le pouvoir adjudicateur

Dans le cadre de la présente consultation, les candidats auront jusqu'au **4 février 2025** pour déposer des questions sur la plateforme de l'acheteur.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de modifier le dossier de consultation des entreprises jusqu'au **7 février 2025**.

La CPAM se réserve le droit d'apporter, au plus tard 7 jours avant la date limite fixée pour la réception des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les concurrents devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les concurrents, la date limite de remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Article 6 LE PRIX

6.1 Forme des prix

Le marché est traité à prix unitaires exprimés en euros (€) H.T. et T.T.C. pour l'ensemble des prestations qui sont prévues au marché.

Le prix unitaire correspond au tarif horaire pour une demi-journée fixe (tout compris).

6.2 Contenu des prix

Ces prix comprennent l'ensemble des frais afférents à la prestation, aux transports nécessaires, ainsi que tous les frais généraux, bénéfices, charges sociales ou fiscales et taxes diverses, et également les frais induits par les opérations administratives (notamment secrétariat, reprographie, affranchissement des courriers, etc.) de sorte qu'aucun supplément de quelque nature que ce soit ne puisse s'y ajouter.

Conformément à l'article 10.1.1 du C.C.A.G.-F.C.S. les prix sont réputés fermes et non actualisables.

II. PRESENTATION DES DOSSIERS DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Conformément à l'article R.2143-16 du code de la commande publique, les pièces accompagnant le dossier de candidature et d'offre du titulaire rédigées en langue étrangère seront acceptées uniquement si elles sont accompagnées d'une traduction en langue française.

Article 7 FORME DES CANDIDATURES

7.1 Liberté de la forme des candidatures

Les opérateurs économiques peuvent librement candidater au présent marché sous la forme de leur choix pourvu que, sous cette forme, ils ne soient pas frappés d'un vice rédhibitoire leur interdisant de soumissionner, qu'ils puissent présenter les documents ayant un caractère obligatoire et qu'ils remplissent les conditions de recevabilité en terme de capacités professionnelles, techniques et financières requises par le présent marché.

Ainsi, sous cette réserve, sont admises également les candidatures individuelles, de personnes physiques ou morales, et les candidatures groupées au sens de l'article R. 2142-19 du code de la commande publique que ce groupement soit composé de personnes physiques, de personnes morales ou des deux catégories qui précèdent.

Toutefois, un même opérateur économique, quel que soit son statut, ne pourra candidater pour le même marché en tant que candidat individuel et dans le cadre d'un groupement dont il serait membre.

Le non-respect de ces prescriptions entraînera le rejet de la totalité des candidatures concernées par cette situation.

Article 8 RENSEIGNEMENTS ET DOCUMENTS A FOURNIR AU TITRE DE LA CANDIDATURE

	Les candidats doivent transmettre les documents et renseignements juridiques suivants :
1.	Lettre de candidature ou formulaire DC1 (téléchargeable à partir du lien https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat) ou équivalent, dument rempli, et daté. Nota Bene : <ul style="list-style-type: none">- Dans le cas d'un groupement d'entreprises, le formulaire DC1 sera complété pour chaque membre du Groupement et indiquera la nature conjointe ou solidaire du groupement.- De plus, en cas d'attribution du marché public à un groupement d'opérateurs économiques, un document d'habilitation devra être signé par chaque membre du groupement lors de la phase d'attribution.
2.	Déclaration du candidat ou formulaire DC2 (téléchargeable à partir du lien https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat) ou équivalent, dument rempli, et daté.
3.	Copie du jugement prononcé si le candidat est en redressement judiciaire.
4.	Numéro ADELI

Conformément à l'article R.2143-3 du Code de la commande publique **le candidat produit à l'appui de sa candidature** :

1. Une déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L 2141-1 à L 2141-5 et L 2141-7 à L 2141-11 du code de la commande publique
2. Des renseignements demandés par l'acheteur aux fins de vérification de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière et des capacités professionnelles et techniques des candidats :

- Déclaration concernant le chiffres d'affaires global du candidat et les chiffres d'affaires concernant les services, objets du marché, réalisés aux cours des 3 derniers exercices disponibles
- Une description du matériel et de l'équipement technique dont le candidat disposera pour la réalisation du marché public
- Les références : Liste de prestations de même nature exécutées ou en cours d'exécution lors des 3 dernières années à présenter sous forme de tableaux.
- Certification QUALIOPI ou équivalent ou diplôme en psychologie avec référence similaire à l'objet du marché

Autres pièces justificatives demandées :

- Une attestation d'assurance responsabilité civile et responsabilité professionnelle en cours de validité
- **lorsque l'immatriculation du candidat au registre de commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée**, le candidat doit fournir **l'un des documents** mentionnés à l'article D 8222-5 du nouveau Code du travail :
 - a) un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou Kbis), **ou**
 - b) une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers, **ou**
 - c) un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou à un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente, **ou**
 - d) un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes physiques ou morales en cours d'inscription.
- Un Relevé d'Identité Bancaire (RIB) (veiller à ce que le RIB joint corresponde aux coordonnées bancaires stipulées à l'acte d'engagement).

Conformément à l'article R 2143-4 du code de la commande publique, le candidat peut présenter sa candidature sous la forme d'un document unique de marché européen électronique (DUME).

Le candidat établi dans un Etat membre de la Communauté européenne autre que la France doit produire un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine, selon les mêmes modalités que celles qui sont prévues ci-dessus pour le candidat établi en France. Si le pays ne peut fournir ces certificats, le candidat étranger produira une déclaration sous serment ou dans les Etats où un tel serment n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant l'autorité judiciaire ou autorité administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays

Si l'attributaire provisoire est dans l'impossibilité de présenter ces documents ou s'il ne les a pas présentés dans le délai imparti, son offre est rejetée et la candidature éliminée.

En ce cas le candidat dont l'offre a été classée immédiatement après la sienne est sollicité pour produire les certificats et attestations nécessaires pour que le marché lui soit attribué. Il sera procédé ainsi dans l'ordre de classement jusqu'à ce que l'un des candidats classés remette effectivement ces documents.

8.1 Examen des candidatures

Si l'acheteur constate, avant de procéder à l'examen des candidatures, que des pièces ou des informations dont la production était réclamée sont absentes ou incomplètes, il peut demander aux candidats concernés de compléter leur dossier de candidature dans un délai identique pour tous. Ce délai est précisé dans la demande de complément. Les candidatures qui ne justifient pas de l'aptitude professionnelle ou qui ne disposent manifestement pas des capacités professionnelles, techniques et financières suffisantes demandées pour l'exécution du marché sont éliminées.

Article 9 RENSEIGNEMENTS A FOURNIR AU TITRE DE L'OFFRE

L'offre du soumissionnaire comportera obligatoirement les pièces suivantes :

- ☐ La présente lettre de consultation intégralement complétée (**article 4.3**), datée et dûment signée par le représentant légal de l'opérateur économique, ou tout représentant désigné par lui
- ☐ Un mémoire technique présentant :
 - la méthode utilisée ;
 - le déroulement de la prestation : proposition de planning sur une année ;
 - les moyens humains et matériels mis en œuvre ;
 - une présentation des psychologues affectés à l'exécution de la prestation : psychologues référent et suppléant (CV avec diplômes, expériences, références).
- ☐ La partie Acte d'Engagement (**article 26**) de la présente lettre de consultation valant Acte d'Engagement dûment complété et signée
- ☐ L'Acte Contractuel de Confidentialité (ACC) dûment complété et signée, annexe n°1 à la présente Lettre de Consultation.

Article 10 MODALITES DE REMISE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

10.1 Remise des plis

La remise des plis par voie dématérialisée est obligatoire en application des article R. 2132-7 et R. 2132-8 du code de la commande publique.

Les offres seront transmises en une seule fois. En application de l'article R 2151-6 du code de la commande publique si plusieurs plis sont successivement transmis par un même candidat soumissionnaire, seul est ouvert le dernier pli reçu par le pouvoir adjudicateur dans le délai fixé pour la remise des offres.

Le dépôt des offres par voie électronique est possible exclusivement via le profil acheteur sur la plateforme des achats de l'Etat « PLACE » à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Les plis devront être impérativement déposés sur le site : <https://www.marches-publics.gouv.fr> avant la date et l'heure limite de remise des plis indiquées en page de garde du présent document.

Les plis qui sont reçus ou remis après ces dates et heure ne sont pas ouverts.

Les plis et la "copie de sauvegarde" parvenus hors délai sont inscrits au registre des dépôts et sont rejetés.

Tous les plis parvenus au service seront enregistrés dans l'ordre chronologique de leur arrivée quelle que soit la date et l'heure d'arrivée.

Toutefois, il est rappelé aux candidats que l'enregistrement de leur candidature et de leur offre ne saurait préjudicier du fait que ces candidatures et offres remises hors délai seront frappées de forclusion et donc irrecevables.

10.2 Copie de sauvegarde

Conformément à l'article R 2132-11 du code de la commande publique, en complément de son offre électronique, le candidat peut envoyer une copie de sauvegarde de celle-ci dans les conditions fixées par arrêté du ministre chargé de l'Economie (Arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde).

Cette copie de sauvegarde ne sera ouverte que dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures et/ou les offres transmises par voie électronique sur le profil d'acheteur
- lorsqu'une candidature ou une offre dématérialisée est parvenue par voie électronique sur le profil d'acheteur de façon incomplète ou sans pouvoir être ouverte, sous réserve de la transmission ait commencé avant l'heure limite de remise des plis figurant en page de garde.

La copie de sauvegarde comporte toutes les pièces de la candidature et de l'offre. Elle est placée sous enveloppe cachetée (ou tout autre emballage adaptée et scellée).

Le pli fermé doit porter la mention :

« Ne pas ouvrir.

**Copie de sauvegarde pour le marché « Soutien psychologique auprès des enquêteurs AT/MP de la CPAM de la Gironde »
Marché n° 38-2024PS ».**

En cas de copie de sauvegarde, elle doit-être envoyée à l'adresse indiquée ci-dessous :

Monsieur le directeur de la CPAM de la Gironde
Pôle Régional Achats– A l'attention de l'Unité Achats et Marchés (13^{ème} étage, porte 1312)
Place de l'Europe
33 085 Bordeaux Cedex
Horaire d'ouverture : du lundi au vendredi de 9h00 à 15h30 (hors jours fériés)

Le pli devra être :

- soit déposé par porteur, contre récépissé, à l'adresse ci-dessus du lundi au vendredi
- soit par voie postale à l'adresse ci-dessus par pli recommandé avec accusé de réception ou tout mode d'acheminement permettant de certifier la date de réception.

10.3 Gestion des hors délais

Seules pourront être examinées les offres reçues à la date et heure limite fixées pour leur réception. Tout pli qui parviendrait au-delà de la date et de l'heure limite de dépôt des offres, telles qu'indiquées en page de garde de la lettre de consultation sera considérée comme hors délai. Les dossiers qui ne seraient pas remis conformément aux modalités

définies ci-dessus ou reçus après la date et heure limites fixées à la date de la page de garde du présent document ne seront pas retenus ; ils ne seront pas ouverts et/ou seront renvoyés à leur auteur.

Article 11 MODALITES D'APPRECIATION DES CANDIDATURES

11.1 Critères d'appréciation des candidatures

a- Les candidats frappés d'une interdiction de soumissionner au sens des articles L. 2141-1 à L. 2141-6 (interdictions de soumissionner obligatoire) du code de la commande publique seront exclus de la poursuite de la procédure de passation. Ceux se trouvant en redressement judiciaire pour une durée plus courte que la durée d'exécution du marché ou ne couvrant pas la période d'exécution du marché de travaux considéré seront exclus.

b- Conformément à l'article R. 2144-2 du code de la commande publique, l'acheteur qui constate que des pièces ou informations dont la présentation était réclamée au titre de la candidature sont absentes ou incomplètes peut demander à tous les candidats concernés de compléter leur dossier de candidature dans un délai approprié et identique pour tous. Le pouvoir adjudicateur vérifie que les candidats disposent de **l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière et des capacités techniques et professionnelles nécessaires à l'exécution du marché**. Cette vérification peut être effectuée au plus tard avant l'attribution du marché.

Après signature du marché, en cas d'inexactitude des documents et renseignements demandés, le marché sera résilié aux torts de son titulaire.

Article 12 MODALITES D'APPRECIATION DES OFFRES

12.1 Critères d'attribution et examen des offres

12.1.1 Jugement des offres

Les offres seront appréciées au moyen de la liste des critères suivants :

Critères d'attribution sur 100 points.

L'offre économiquement la plus avantageuse est appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous (par ordre de prise en compte) :

Critères d'attribution	Nombre de points	Eléments de jugement de l'offre
<u>Critère n°1 Valeur Technique</u>	60 points	Selon le mémoire technique
<i>Sous critère n°1 : Méthode utilisée et déroulement de la prestation</i>	40 points	Sera pris en compte la description de la méthodologie adoptée, la description et la pédagogie apportée dans la démarche d'assistance psychologique auprès du personnel de la CPAM, les supports proposés...
<i>Sous-critère n°2 : Moyens humains et matériels mis en œuvre</i>	20 points	Sera pris en compte la description et l'organisation de l'équipe (profils, expérience,...)
<u>Critère n°2 : Le prix de la prestation</u>	40 points	Certains soumissionnaires peuvent ne

<i>Selon le tarif renseigné</i>	40 points	pas être soumis à la TVA contrairement à d'autres. <u>L'analyse se fera à partir des tarifs renseignés dans la ligne tarifaire et selon le coût final qui sera supporté par le pouvoir adjudicateur après application de toutes taxes afférentes à la prestation (la CPAM ne pouvant elle-même déduire la TVA).</u>
--	-----------	--

12.1.2 Examen des offres

En application des articles R. 2185-1 et R. 2185-2 du code de la commande publique, la procédure peut être déclarée sans suite par le Représentant du Pouvoir Adjudicateur.

Il est procédé à l'examen des offres de tous les candidats dont l'offre est parvenue dans les délais.

Les offres inappropriées, irrégulières et inacceptables seront éliminées. Toutefois conformément aux dispositions des articles R 2152-1 et R 2152-2 du code de la commande publique, l'acheteur se réserve la possibilité d'autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières dans un délai approprié et à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses.

La régularisation des offres irrégulières ne peut avoir pour effet de modifier des caractéristiques substantielles des offres.

Article 13 **NEGOCIATION**

Conformément à l'article R. 2161-5 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur pourra demander aux soumissionnaires de préciser la teneur de leur offre. En aucun cas, la procédure ne pourra donner lieu à négociation.

Les offres régulières, acceptables et appropriées et qui n'ont pas été rejetées en application des articles R 2152-3 à R 2152-5 du code de la commande publique (offre anormalement basse) sont notées et classées par ordre décroissant en Conformément à l'article R 2123-5, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'attribuer le présent marché sans réaliser, au préalable, de négociation.

Toutefois, compte tenu des offres reçues et de leur analyse détaillée, le pouvoir adjudicateur peut décider de négocier avec l'ensemble des soumissionnaires concernés.

De même, l'organisme se réserve la possibilité de demander, durant la négociation si elle a lieu, aux candidats ayant remis une offre irrégulière ou inacceptable, de régulariser leur offre, à la condition qu'elle ne soit pas anormalement basse.

Pour rappel :

- au sens de l'article L.2152-2 du code de la commande publique, une offre irrégulière est une offre qui ne respecte pas les exigences formulées dans les documents de la consultation notamment parce qu'elle est incomplète, ou qui méconnaît la législation applicable notamment en matière sociale et environnementale.
- au sens de l'article L.2152-3 du code de la commande publique, une offre inacceptable est une offre dont le prix excède les crédits budgétaires alloués au marché public tels qu'ils ont été déterminés et établis avant le lancement de la procédure.

Les offres recevables sont identifiées comme « offres initiales » et sont classées par application des critères de sélection des offres et leur pondération définis ci-avant.

➤ Poursuite de la mise en concurrence – règles générales de la tenue des négociations

Sur la base des offres initiales, le pouvoir adjudicateur pourra poursuivre la mise en concurrence dans le cadre d'une négociation qu'il engagera séparément, avec les trois (3) soumissionnaires les mieux classés, comme ayant les offres les plus économiquement avantageuses.

/!\ Les candidats retenus à la négociations sont ceux arrivés dans les 3 premiers rangs de l'analyse.

En cas d'égalité de plusieurs soumissionnaires tous les soumissionnaires seront convoqués à la négociation, dans les cas suivants :

Si plusieurs soumissionnaires sont arrivés :

- En Première (1^{ère}) position, l'ensemble de ces soumissionnaires seront retenus dans le cadre de la négociation.
 - Si trois soumissionnaires sont classés premiers (1^{er}) ex-aequo, seul ces trois soumissionnaires seront retenus au titre de la négociation.
- En Deuxième (2^{ème}) position, l'ensemble de ces soumissionnaires seront retenus dans le cadre de la négociation.
 - Si a minima deux soumissionnaires sont classés deuxième ex-aequo, seul le soumissionnaire classé premier et les soumissionnaires classés second ex-aequo seront retenus au titre de la négociation.
- En Troisième (3^{ème}) position, l'ensemble de ces soumissionnaires seront retenus dans le cadre de la négociation.

La négociation portera sur les offres remises par les soumissionnaires conviés à la négociation, sans modifier les caractéristiques du marché de manière substantielle, ni porter atteinte aux critères de sélection des candidatures et des offres ou aux exigences minimales.

Les critères d'attribution ne peuvent faire l'objet de négociations.

La négociation ne peut modifier substantiellement les caractéristiques et les conditions d'exécution du présent marché telles qu'elles sont définies dans les documents de la consultation.

Cette négociation ne peut changer l'objet du marché ni en modifier substantiellement les termes. Dans tous les cas, la négociation doit être impartiale et sera conduite dans le respect du principe d'égalité de traitement de tous les candidats et ne peut aboutir à transmettre des informations concernant les offres des opérateurs économiques tiers. A ce titre, l'Organisme ne transmettra pas de manière discriminatoire, d'informations susceptibles d'avantager certains candidats par rapport à d'autres. De même les discussions menées au cours de la négociation seront confidentielles et respecteront le secret des affaires.

La durée dont chaque candidat disposera au cours des entretiens de négociation, sera identique.

La négociation pourra se faire, soit en distanciel par visioconférences, soit en présentiel sur l'un des sites de la CPAM de la Gironde renseigné au moment de la convocation à l'entretien de négociation.

Important : Chaque candidat est libre de se retirer de la négociation à tout moment. Il est tenu toutefois d'informer le pouvoir adjudicateur.

➤ Remise des offres après négociation

A l'issue de la négociation, les soumissionnaires conviés à la négociation, devront remettre leur offre après négociation, conformément aux dispositions prévues dans le courrier ou compte rendu-après négociation.

L'ensemble des offres modifiées ou non, sera présenté au pouvoir adjudicateur, via le profil acheteur, et fera l'objet d'un dernier classement. A l'issue de la négociation, les offres qui seront restées inacceptables ou irrégulières ne seront pas retenues

Il est procédé à un nouvel examen des offres, avec uniquement les offres remises après négociation et celles-ci sont classées de nouveau par application des mêmes critères d'attribution et système de pondération que lors de l'examen des offres initiales.

Sera alors retenu par le pouvoir adjudicateur, l'offre économiquement la plus avantageuse.

Conformément à l'article R. 2152-13 du code de la commande publique, il peut être demandé au soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer le marché de clarifier les aspects de son offre ou de confirmer les engagements figurant dans celle-ci. Cette demande ne peut avoir pour objet de modifier des éléments substantiels de l'offre.

Article 14 DELAIS DE VALIDITE DES OFFRES

Le délai de validité des offres est fixé à **120 jours** à compter de la date limite de remise des offres.

Pendant toute cette période, l'opérateur économique ne pourra se soustraire à ses engagements, l'acte d'engagement constituant une promesse unilatérale de contrat à laquelle la signature par le pouvoir adjudicateur donne force de contrat et dont la notification rend l'acte exécutoire et opposable à l'opérateur cocontractant.

Si le représentant du pouvoir adjudicateur n'a pu attribuer le marché public au terme de ce délai, il se réserve la possibilité de demander à chaque candidat une prolongation du délai de validité de son offre.

Au-delà du délai de validité, les opérateurs économiques seront libérés de leur engagement.

Article 15 PENALITES

Tout manquement du Titulaire à ses obligations peut donner lieu à des pénalités.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du C.C.A.G.-F.C.S, les pénalités suivantes sont applicables de plein droit et immédiatement dès le premier (1^{er}) euro (€) et sans mise en demeure préalable :

Retard du psychologue intervenant	50 € HT par heure de retard
Absence du psychologue intervenant (sans mise à disposition d'un homologue intervenant)	150 € HT par absence
Mauvais comportement du personnel sur le site (personnel qui nuit au bon fonctionnement ou au calme des services), par cas constaté	75 € HT par constat
Violation des obligations de sécurité ou de confidentialité, ou en cas de faille de sécurité	500 € HT par constat
Sous-traitance non-déclarée ou sous-traitance occulte.	300 € HT par constat

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le Titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

15.1 Cumul des pénalités

Les pénalités énumérées ci-dessus sont cumulables et plafonnées.

Conformément à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 10% du montant total HT du marché de la période considérée.

Elles sont plafonnées à 30 % maximum du montant total mensuel des prestations (prestations forfaitaires et à bons de commande).

En tout état de cause, le montant total des pénalités liées à l'exécution des prestations enregistrées au cours d'une année d'exécution ne pourra pas excéder 25% du montant total annuel des prestations (prestations forfaitaire et à bons de commande).

Au-delà de 3 mois de prestations pénalisées, l'organisme se réserve le droit de résilier le présent marché.

Article 16 MODALITES DE SUIVI DU MARCHÉ

16.1 Représentation des parties

L'organisme, ainsi que le Titulaire, désigneront chacun un responsable du suivi du marché.

- Pour l'organisme : le Titulaire sera en relation avec le représentant de la CPAM de la Gironde en la personne de Olivier GRANDGEORGE, Responsable du Département Risques professionnels. Ce dernier sera chargé du suivi de l'exécution des prestations sera l'interlocuteur direct du Titulaire. Il est le correspondant habilité par l'organisme à prendre et à transmettre les informations et décisions nécessaires à la bonne exécution des prestations.
- Pour le Titulaire : dès notification du marché et après chaque modification, le Titulaire s'engage à communiquer les coordonnées de la personne responsable du suivi du marché.
Ce représentant du Titulaire sera habilité à prendre et à transmettre les informations et décisions nécessaires à la bonne exécution des prestations.
Le Titulaire s'engage à informer sans délai l'organisme de toute modification d'interlocuteur désigné.

16.2 Reporting et réunions de suivi

Afin de s'engager dans une démarche d'amélioration de la qualité, différents niveaux de communication sont mis en place.

16.2.1 Suivi régulier des prestations :

Le Responsable chargé du suivi du marché représentant la CPAM de la Gironde centralise les informations et remarques du Titulaire du marché, et lui seul est habilité à prendre contact avec celui-ci concernant l'application technique et organisationnelle du marché.

16.2.2 Réunions semestrielles :

Des réunions composées des représentants de l'organisme et du Titulaire seront organisées 2 fois par an afin de faire le bilan des prestations réalisées et, le cas échéant, d'examiner les problèmes rencontrés lors de l'exécution des prestations ou tout autre élément jugé utile par les cocontractants pour la bonne réalisation des prestations.

Par ailleurs, il sera fait état au cours de ces réunions des moyens permettant d'améliorer les aspects :

- Qualitatifs
- Organisationnels
- Etc.

Sa programmation et sa durée seront fixées par les deux parties concernées dès le début de l'exécution du marché.

Article 17 MODALITES DE REGLEMENT

Le paiement des factures sera effectué **mensuellement**.

17.1 Modalités de facturation

En application des articles L 2192-1 et suivants du code de la commande publique, les factures et pièces justificatives du paiement du prix sont adressées via la solution de **facturation électronique Chorus Portail Pro**.

La facture établie par le titulaire sera adressée à la CPAM de façon dématérialisée via le portail Chorus Portail Pro à

l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>.

L'utilisation de ce portail nécessitera la création d'un compte gratuit par le titulaire afin de pouvoir y importer les factures au format PDF.

Les informations obligatoires à renseigner afin d'envoyer une facture à l'attention de la CPAM de la Gironde via CHORUS PRO sont :

SIRET : 78184742100018

Numéro de service = n° du marché : 38_2024PS

Numéro d'engagement = n° du marché : 38_2024PS

La transmission d'une facture par une autre voie ne sera pas prise en compte.

L'Organisme se libère des sommes dues en exécution du présent marché en domiciliant ses paiements au crédit du compte ouvert du Titulaire tel qu'indiqué dans l'Acte d'Engagement ou, à tout autre compte, communiqué par courrier ou courriel par le titulaire.

Chaque facture sera transmise, déduction faite de toutes les pénalités qui auront été émises sur la période échue.

Si la facture n'est pas conforme, elle sera retournée au titulaire afin qu'il la remette en conformité avec le marché.

Pour le premier et le dernier mois, les sommes à payer seront, en cas de mois incomplet, déterminées au « *pro rata temporis* » sur la base d'un mois de trente (30) jours.

Le taux de TVA applicable est celui en vigueur au jour de la prestation.

Le titulaire n'est autorisé à facturer aucun frais supplémentaire.

Le droit à présentation de la facture court à compter de la date d'admission des prestations.

Le pouvoir adjudicateur accepte ou, refuse la facture. En cas de refus par le pouvoir adjudicateur, le titulaire la complète éventuellement, en faisant apparaître les pénalités imposées ou, toute mention erronée ou absente.

Le comptable assignataire est désigné à l'Acte d'Engagement. Le règlement est effectué sur le compte décrit à l'Acte d'Engagement, ouvert par le titulaire.

Il est possible que le portail Chorus Portail Pro ne reconnaisse pas l'ensemble de ces informations lors de l'importation de la facture. Le titulaire s'assurera que les informations reconnues par le portail sont justes et, le cas échéant, y apportera les modifications nécessaires.

Tous renseignements concernant la facturation peuvent être envoyés par courriel à l'adresse achat-marche.cpam-gironde@assurance-maladie.fr

17.2 Délais de règlement et intérêts moratoires

Conformément aux dispositions de l'article L 2192-10 et R 2192-10 du code de la commande publique, le délai de paiement est fixé à trente (30) jours.

Conformément à l'article L 2191-13 du code de la commande publique, dès l'expiration du délai de paiement ou de l'échéance prévue par le marché, le titulaire a droit, de plein droit et sans autre formalité, au versement des intérêts moratoires.

Au regard de l'article R 3133-27 du code de la commande publique, le montant de l'indemnité forfaitaire pour les frais de recouvrement est fixé à quarante euros (40 €).

Au regard de l'article R 3133-25 du code de la commande publique, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir,

majoré de huit points de pourcentage.

Les pénalités dont le titulaire serait redevable au titre des dispositions de l'article 15 de la présente lettre de Consultation seront déduites du montant TTC de la facture.

Article 18 MODALITES D'EMISSION DES BONS DE COMMANDE

18.1 Emission et durées des bons de commandes

Chaque bon de commande doit être notifié au Titulaire avant tout commencement d'exécution.

Les bons de commande émis par l'organisme et notifiés par mail au Titulaire comportent la durée pendant laquelle les prestations sont exécutées et précisent la nature des prestations à réaliser.

Article 19 CERTIFICATS

En application de l'article L. 8222-1 du code du travail, le Titulaire est tenu de transmettre à compter de la date notification du marché, de les actualiser tous les six mois, selon la date de validité des documents, et sans que l'organisme n'en fasse la demande expresse, les pièces prévues aux articles D8222-5 et D8222-7 du code du travail, et ce jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

1) Dans tous les cas, les documents suivants devront être remis :

- a) Une attestation de fourniture de déclarations sociales émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions sociales datant de moins de six mois ;
- b) Une attestation sur l'honneur du Titulaire du dépôt auprès de l'administration fiscale, à la date de l'attestation, de l'ensemble des déclarations fiscales obligatoires et le récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises lorsque le Titulaire n'est pas tenu de s'immatriculer au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers et n'est pas en mesure de produire les documents mentionnés au a ou au b du 2° ;

2) Lorsque l'immatriculation du Titulaire au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :

- a) Un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou K bis) ;
- b) Une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ;
- c) Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
- d) un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription ;

3) Lorsque le Titulaire emploie des salariés, une attestation sur l'honneur établie par ce Titulaire de la réalisation du travail par des salariés employés régulièrement au regard des articles L.1221-10, L.3243-2 et R.3243-1 du code du travail.

4) Si le Titulaire est établi ou domicilié à l'étranger, l'organisme se fait remettre dans les mêmes conditions les documents énumérés à l'article D.8222-7 du code du travail.

Les documents et attestations demandés doivent être rédigés en langue française ou être accompagnés d'une traduction en langue française.

Le Titulaire devra adresser les documents cités ci-dessus, au Services des Achats et Marchés par voie électronique à l'adresse suivante : achat-marche.cpam-gironde@assurance-maladie.fr

En cas de non présentation de ces documents dans les délais impartis, une mise en demeure est envoyée au Titulaire.

Le Titulaire est tenu de présenter les documents dans un délai de 15 jours à compter de la mise en demeure. Passé ce délai et malgré la mise en demeure, le présent marché pourra être résilié dans les conditions mentionnées à l'article 22 de la présente lettre de consultation.

Article 20 **RESPONSABILITE ET ASSURANCE**

La responsabilité civile du Titulaire est engagée lors de l'exécution des prestations du présent marché.

Le Titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile et couvrant, notamment, tous les risques inhérents à l'exercice de son activité ainsi que ceux résultant des agissements de son personnel, que ce soit à l'encontre des personnes ou à celle des biens.

Le Titulaire s'engage à informer expressément l'organisme de toute modification de son contrat d'assurance.

Article 21 **CONFIDENTIALITE**

1. Chaque Partie s'engage à considérer comme strictement confidentielles toutes les informations qui lui seront communiquées par l'autre Partie, dans le cadre de l'exécution du présent Contrat. Les Parties entendent préciser que seront considérées comme confidentielles les données échangées entre les Parties tout au long de l'exécution du Contrat.

Chaque Partie s'engage à respecter le secret professionnel et le secret des affaires ainsi que les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 sur l'informatique et les libertés modifiée et du règlement UE 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 appelé « règlement européen sur la protection des données ou « RGPD ».

Chaque Partie s'interdit, en conséquence, de divulguer, pour quelque cause que ce soit, lesdites informations, sous quelque forme, à quelque titre et à quelque personne que ce soit.

Le terme "Information Confidentielle" est défini comme toute information de quelque nature que ce soit et quelle que soit sa forme, écrite ou orale, y compris, sans que cela ne soit limitatif, tout écrit, note, copie, rapport, document, étude, analyse, dessin, lettre, listing, logiciel ou support numérique, spécifications, chiffre, graphique, enregistrement sonore et/ou reproduction picturale, quel que soit son support.

2. Chacune des Parties s'engage notamment à :

- . prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger l'accès aux informations confidentielles,
- . ne pas utiliser les informations confidentielles autrement qu'aux fins du Contrat,
- . ne pas utiliser les informations confidentielles à son profit ou au profit de tout tiers en dehors de la stricte application du Contrat,
- . ne pas divulguer les informations confidentielles à tout tiers non autorisé ou non concerné par l'objet du Contrat,
- . ne pas utiliser les informations confidentielles pour toute action directe ou indirecte de conception, développement ou commercialisation de produits similaires ou concurrentiels à ceux de l'autre Partie,
- . ne divulguer les informations confidentielles qu'à ses seuls préposés ayant la nécessité de les connaître au titre de leur mission,
- . ne laisser accès aux informations confidentielles qu'à ceux de ses dirigeants, employés, mandataires, ou conseils devant y avoir accès pour la bonne exécution du Contrat et sous réserve du respect par ceux-ci de la présente obligation de confidentialité.

3. Chacune des Parties sera déliée de son obligation de confidentialité au cas où :

- . la divulgation des informations confidentielles serait exigée par la loi, les règlements, une décision judiciaire ou si cette divulgation était nécessaire pour mettre en œuvre ou prouver l'existence de droits en vertu du Contrat,
 - . les informations confidentielles ont fait l'objet d'une mise à disposition au public assurée directement par l'autre Partie et sans restriction,
 - . les informations confidentielles sont déjà connues du public, ou sont tombées dans le domaine public en dehors de toute intervention de l'autre Partie,
4. Chacune des Parties s'engage à respecter son obligation de confidentialité dès la signature du présent Contrat et pendant toute sa durée ainsi que pendant une période de cinq (5) ans à compter de la fin du présent Contrat et pour quelque cause que ce soit.

Article 22 **RESILIATION**

L'organisme peut, si le titulaire ne remplit pas les obligations que lui impose le présent marché, prononcer la résiliation du marché.

Les conditions et les modalités de résiliation applicables au marché sont celles prévues au chapitre VII du CCAG-FCS.

Outre ces cas de résiliation, l'organisme se réserve la possibilité de résilier le marché dans les cas suivants :

- Au-delà de trois (3) mois consécutifs ou cumulatifs, de prestations pénalisées, l'organisme se réserve le droit de résilier le présent marché (en application de l'article 15.1 de la présente lettre de consultation relatif au cumul de pénalités) ;
- Non-respect du cahier des charges ;
- Non-respect du contenu de la mission ;
- Sous-traitance non agréée par l'Organisme ;
- Non-respect des règles de sécurité ou de confidentialité ;
- Non-respect de la réglementation en vigueur ;
- Impossibilité pour le titulaire de reprendre l'exécution du marché ;
- En cas de recours par l'Organisme, visant à pallier une défaillance du titulaire, deux fois en 1 an consécutif à une entreprise extérieure pour des prestations objet du marché ;
- Faute grave dans les opérations lui incombant (notamment, non-respect de la réglementation relative au droit du travail, actes frauduleux concernant la nature, la qualité ou la quantité des prestations, etc.) ;
- En cas de sous-traitance non déclarée ;
- En cas de manquement par le titulaire ou son sous-traitant, à ses obligations légales et contractuelles relatives à la protection des données personnelles ;
- En cas de régionalisation du besoin, par la passation d'un marché ayant le même objet avec une dimension régionale.

De plus, si pour une raison de force majeure ou pour une raison reconnue valable par les deux parties, le candidat se trouvait empêché d'exécuter la mission qui lui a été confiée, le marché serait résilié de plein droit et sans indemnité de part et d'autre quinze jours après l'envoi en recommandé avec accusé de réception d'un avertissement officiel par l'une ou l'autre des parties. La liquidation des comptes interviendrait en tenant compte du niveau d'avancement de la mission.

Article 23 LITIGES ET JURIDICTIONS COMPETENTES

Si des difficultés devaient s'élever entre l'organisme et le Titulaire quant à l'exécution des clauses du présent marché et qu'aucune négociation n'ait abouti, l'affaire pourra être soumise, en premier ressort à la procédure de conciliation définie aux articles R2197-1 et suivants du code de la commande publique.

La juridiction compétente est la juridiction de droit commun du ressort du siège social de l'organisme :

TJ de Bordeaux – 30 Rue des Frères Bonie, CS 11403, 33077 Bordeaux

Téléphone : 05 47 33 90 00

Fax : 05 47 33 91 88

Article 24 DISPOSITIONS RELATIVES AU RGPD

Les dispositions relatives au règlement européen sur la protection des données (RGPD) doivent être respectées. Permettant de garantir un traitement des données répondant aux exigences du RGPD ainsi que la protection des droits.

Le Titulaire s'engage à ne pas divulguer à des tiers les documents, les informations et les renseignements communiqués par les CSD ou l'Organisme ou, dont il pourrait avoir connaissance à l'occasion de l'exécution du marché.

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et en particulier le règlement (UE) 2016/679 du Parlement Européen et du Conseil du 27 avril 2016 (« le règlement européen sur la protection des données ») et la loi 78/17 du 6 janvier 1978 modifiée (« Loi informatique et libertés »).

De plus, le Titulaire s'engage à faire respecter ces différentes obligations par ses salariés et à ses partenaires.

Objet et description du traitement :

- Le Titulaire du marché est autorisé à traiter pour le compte du responsable de traitement les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations objets du présent marché,
- La nature des opérations réalisées sur les données à caractère personnel est limitée aux prestations objet du présent marché (diagnostic des événements signalés par le responsable du traitement, des actions curatives correspondantes),
- Les données à caractère personnel traitées sont les données des assurés ainsi que les données des employés du responsable du traitement ou de toutes personnes physiques intervenant pour les besoins des assurés.

Obligations du Titulaire du marché :

- Traiter les données à caractère personnel uniquement sur instructions du « responsable du traitement » et pour les finalités citées ci-dessus,
- Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché, en s'interdisant toute communication à un tiers sans accord du responsable du traitement,
- Faire intervenir des personnes soumises à une obligation légale et appropriée de confidentialité et ayant reçu une formation adaptée,
- Mettre en œuvre les mesures techniques et organisationnelles appropriées afin de garantir un niveau de sécurité adapté au risque et en informer le responsable du traitement,
- Notifier sans délai les violations de données à caractère personnel au responsable du traitement,
- Apporter l'assistance au pouvoir adjudicateur pour l'instruction des demandes d'exercice du droit des personnes concernées : droit d'accès, rectification, effacement, opposition, etc.

- Mettre à la disposition du pouvoir adjudicateur la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes les obligations imposées par le RGPD.

Obligations du Pouvoir adjudicateur

Le DPD (Délégué à la protection des données, ou DPO) de la CPAM de la GIRONDE est joignable à l'adresse mail suivante : dpo-cpam-gironde@assurance-maladie.fr

Le responsable du traitement s'engage à :

- Fournir au Titulaire du marché les seules données à caractères personnel strictement nécessaires à l'exécution du présent marché,
- Mettre en œuvre les mesures techniques et organisationnelles appropriées afin de garantir que le traitement est effectué conformément aux textes susvisés,
- Informer les personnes dont les données personnelles sont traitées à tout moment de leur collecte,
- Traiter les demandes d'accès, de modification, et le cas échéant de suppression, aux données formulées par les personnes concernées,

Le responsable du traitement pourra diligenter à tout moment un audit de vérification des mesures mises en œuvre.

Article 25 **DEROGATIONS AU C.C.A.G. – F.C.S.**

Articles de la présente lettre de consultation par lesquels sont introduites ces dérogations :	Articles du C.C.A.G.-F.C.S. auxquels il est dérogé :	Objet de la dérogation :
Article 5	Article 4.1	Ordre de priorité des pièces contractuelles
Article 15	Article 14.1.3	Pénalités

Article 26 ACTE D'ENGAGEMENT

26.1 Identification et engagement du titulaire ou du groupement titulaire :

☐ Le signataire

☐ s'engage, sur la base de son offre et pour son propre compte ;

[Indiquer le nom commercial et la dénomination sociale du candidat, les adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de celle de l'établissement), son adresse électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie et son numéro SIRET.]

☐ engage la société sur la base de son offre ;

[Indiquer le nom commercial et la dénomination sociale du candidat, les adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de celle de l'établissement), son adresse électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie et son numéro SIRET.]

☐ L'ensemble des membres du groupement s'engagent, sur la base de l'offre du groupement ;

[Indiquer le nom commercial et la dénomination sociale de chaque membre du groupement, les adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de celle de l'établissement), son adresse électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie et son numéro SIRET.]

à exécuter les prestations demandées :

☒ aux prix indiqués ci-dessous ;

Prix	Unité d'œuvre	En € HT	En € TTC
Demi-journée de prestation (séance collective – 10/11 personnes)	½ journée (4h)		
Assistance téléphonique (séance individuelle)	30 minutes		

Le prestataire est soumis à la TVA :

☐ Oui
☐ Non

26.2 Nature du groupement et, en cas de groupement conjoint, répartition des prestations

(en cas de groupement d'opérateurs économiques.)

Pour l'exécution du marché ou de l'accord-cadre, le groupement d'opérateurs économiques est :

(Cocher la case correspondante.)

☐ conjoint **OU** ☐ solidaire

(Les membres du groupement conjoint indiquent dans le tableau ci-dessous la répartition des prestations que chacun d'entre eux s'engage à réaliser.)

Désignation des membres du groupement conjoint	Prestations exécutées par les membres du groupement conjoint	
	Nature de la prestation	Montant HT de la prestation

26.3 Compte(s) à créditer :

(Joindre un ou des relevé(s) d'identité bancaire ou postal.)

☐ Nom de l'établissement bancaire :

☐ Numéro de compte :

Le titulaire peut joindre en annexe du présent document son RIB

26.4 Signature du marché ou de l'accord-cadre par le titulaire individuel :

Nom, prénom et qualité du signataire (*)	Lieu et date de signature	Signature

(*) Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la personne qu'il représente.

26.5 Signature du marché ou de l'accord-cadre en cas de groupement :

Les membres du groupement d'opérateurs économiques désignent le mandataire suivant (article **R 2142-23** du code de la commande publique) :

[Indiquer le nom commercial et la dénomination sociale du mandataire]

En cas de groupement conjoint, le mandataire du groupement est :

(Cocher la case correspondante.)

☐ conjoint

OU

☐ solidaire

☐ Les membres du groupement ont donné mandat au mandataire, qui signe le présent Acte d'Engagement :

(Cocher la ou les cases correspondantes.)

- ☐ pour signer le présent acte d'engagement en leur nom et pour leur compte, pour les représenter vis-à-vis de l'acheteur et pour coordonner l'ensemble des prestations ;
(joindre les pouvoirs en annexe du présent document.)
- ☐ pour signer, en leur nom et pour leur compte, les modifications ultérieures du marché public ou de l'accord-cadre ;
(joindre les pouvoirs en annexe du présent document.)
- ☐ ont donné mandat au mandataire dans les conditions définies par les pouvoirs joints en annexe.

☐ Les membres du groupement, qui signent le présent Acte d'Engagement :
(Cocher la case correspondante.)

- ☐ donnent mandat au mandataire, qui l'accepte, pour les représenter vis-à-vis de l'acheteur et pour coordonner l'ensemble des prestations ;
- ☐ donnent mandat au mandataire, qui l'accepte, pour signer, en leur nom et pour leur compte, les modifications ultérieures du marché ou de l'accord-cadre ;
- ☐ donnent mandat au mandataire dans les conditions définies ci-dessous :
(Donner des précisions sur l'étendue du mandat.)

Nom, prénom et qualité du signataire (*)	Lieu et date de signature	Signature

(*) Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la personne qu'il représente.

Fait en un seul original, le

Signature et cachet précédé de la mention manuscrite
« Lu et approuvé »

Article 27 DECISION DU POUVOIR ADJUDICATEUR

La présente offre est acceptée :

- ☒ en ce qui concerne la totalité du marché ou, en cas de marché alloti, la totalité des lots
- ☒ pour l'offre de base

Elle est complétée par les annexes suivantes :

- ☒ Autres annexes :
- **L'annexe n°1 à la Lettre de Consultation**: Acte contractuel de confidentialité (ACC)

A Bordeaux, le

Le Directeur de la Stratégie et des Moyens,

Julien Lacroix